



Les OGM en Europe et l'OMC - Questions réponses

1. Y a-t-il un marché pour les OGM en Europe?

Il y a maintenant près de 10 ans que les aliments modifiés génétiquement ont été autorisés en Europe. Pourtant, il n'y a quasiment pas d'aliments OGM vendus en Europe. Tous les grandes chaînes de distribution et les transformateurs ont retiré les ingrédients à base d'OGM de leurs produits, comme par exemple, le soja Monsanto. Les seules importations actuellement sont destinées à l'alimentation animale. Mais certaines entreprises demandent que leurs producteurs n'utilisent que des aliments pour animaux, sans OGM.¹

2. Que pensent les citoyens européens des OGM?

Les citoyens européens continuent de rejeter les aliments OGM. Tous les sondages d'opinions montrent que 70% de la population refusent de manger des aliments OGM². Un sondage mené par l'Union Européenne l'an dernier, montrait que 54% des Européens pensaient que les OGM étaient dangereux et seulement 14% pensaient le contraire.³

3. Quelles plantes OGM sont cultivées en Europe?

Depuis 1998, il n'y a pas eu de nouvelles plantes cultivées en Europe et malgré 30 années de recherches et d'argent public dépensé, les industriels n'ont mis au point que deux caractères transgéniques: la production d'un herbicide (Bt) et la tolérance à un herbicide. Le seul pays qui cultive des OGM sur des surfaces importantes, est l'Espagne (un maïs produisant un herbicide contre un insecte). L'an dernier, l'Espagne a retiré deux plantes OGM pour des raisons sanitaires.⁴

4. Quelles sont les actions que les gouvernements nationaux ont prises contre les OGM?

Les interdictions nationales d'OGM sont un des points d'achoppement principaux dans le conflit qui oppose principalement les Etats-Unis à l'Union Européenne. Au début, il n'y avait que 8 interdictions⁵. Avec les interdictions prononcées dernièrement par la Hongrie, la Pologne et la Grèce contre les semences de maïs Monsanto - le seul autorisé à la culture dans l'Union - ce nombre a augmenté. L'Autriche est aussi en train de réfléchir à l'interdiction du colza de Monsanto. Lors d'un référendum en novembre dernier, les citoyens suisses votèrent en faveur d'une interdiction pendant 5 ans de toute mise en culture d'OGM. Le résultat du vote est maintenant inscrit dans la constitution suisse.

5. Quelles actions ont été prises par des collectivités locales?

Le nombre de régions qui ont déclaré leur intention de rester sans OGM est monté en flèche depuis le début du contentieux, particulièrement depuis que les semences de maïs Monsanto ont reçu l'autorisation d'être plantées en Europe. Près de 172 régions de l'Union Européenne se sont déclarées sans OGM alors que plus de 3500 collectivités locales de taille moindre faisaient de même⁶. Ces régions ont rejeté l'agriculture GM dans le but de fournir des produits alimentaires de qualité dans un environnement sain.

6. Qu'arrive-t-il aux pays exportateurs?

L'introduction des OGM en Amérique du Nord et du Sud a eu un impact très important sur les relations commerciales avec l'Europe. Depuis l'introduction du colza GM, des pays comme le Canada ont virtuellement perdu tout leur marché

¹ L'introduction des OGM en Amérique du Nord et du Sud a eu un impact très important sur les relations commerciales avec l'Europe. Depuis l'introduction du colza GM, des pays comme le Canada ont virtuellement perdu tout leur marché à l'exportation vers l'Europe et ont été remplacés par la Pologne. Dans le même temps, les Etats-Unis perdaient aussi leurs exportations de maïs et étaient remplacés par l'Argentine.

² Eurobaromètre: europa.eu.int/comm/research/press/2001/pr0612en-report.pdf

³ http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/ebs/ebs_224_report_en.pdf

⁴ Ordre du ministère de l'Agriculture, n°2628/2005 du 28 juillet, qui exclue et inclue dans le Catalogue commercial les variétés de maïs GM. Sont exclues 4 variétés de Bt176 qui étaient encore enregistrées dans le catalogue.

⁵ Voir le papier des Amis de la Terre/Friends of the Earth Europe : http://www.foeeurope.org/biteback/pics/national_ban_%20briefing_2005.pdf

⁶ Voir www.gmofree-europe.org

à l'exportation vers l'Europe et ont été remplacés par la Pologne. Dans le même temps, les Etats-Unis perdaient aussi leurs exportations de maïs et étaient remplacés par l'Argentine.⁷

7. Qu'est-ce qui ne va pas dans la façon dont les conflits sont menés au sein de l'OMC ?

i) Les procédures de règlement des conflits sont l'exemple même de la culture du secret, de l'opacité et du manque de démocratie de l'OMC..

- Les auditions se font à huis clos
- Il n'est pas obligatoire de permettre au public d'accéder aux différents mémoires qui sont remis.
- L'OMC n'est aucunement obligée de tenir compte des remarques qui lui sont soumises par des tierces parties, comme la société civile.

ii) L'influence des multinationales

Il est évident, après les conflits de la banane, du boeuf aux hormones et des OGM, que les multinationales peuvent inciter les gouvernements pour qu'ils déposent des recours en leur faveur.⁸ Peu après que Chiquita - un des producteurs les plus importants de bananes au monde - ait versé 500 000 dollars au Parti Démocrate, le gouvernement états-unien déposa une plainte auprès de l'OMC contre la politique commerciale de l'Union Européenne pour les bananes⁹. Les milieux de l'agro-business poussent actuellement pour que le gouvernement états-unien dépose un recours contre la réglementation européenne sur l'étiquetage des OGM.¹⁰

iii) Les règlements de l'OMC ignorent totalement l'environnement, la santé et les agriculteurs

Les règlements et les agissements de l'OMC empêchent souvent toute tentative de protéger l'environnement. Voici les principaux points conflictuels :

- Les règles de libre échange de l'OMC se sont développées en concurrence avec d'autres traités des Nations Unies sur l'environnement.
- Les règlements de l'OMC considèrent les problèmes environnementaux ou sanitaires comme des barrières au commerce : les règlements de l'OMC sont en conflit avec de nombreuses lois nationales destinées à protéger l'environnement. Ils limitent la capacité des pays à appliquer le principe de précaution, notamment dans le domaine de technologies nouvelles.
- Le panel de règlement des conflits de l'OMC manque de toute expertise dans le domaine de l'environnement : ses membres sont habituellement des diplomates spécialisés dans le commerce et provenant des états membres de l'OMC, dépourvus de toute compétence spécifique au cas étudié

iv) De plus en plus de citoyens s'opposent à l'OMC

Lorsque l'OMC, dans le cas du conflit du boeuf aux hormones, donna un verdict défavorable à l'Union Européenne, elle provoqua de fortes réactions de la part des paysans français. De nombreux secteurs commerciaux furent visés par l'OMC comme par exemple la moutarde et le Roquefort ce qui entraîna la riposte de la Confédération Paysanne à Millau. A Hong Kong, plus de 1000 manifestants, dont de nombreux paysans, furent arrêtés alors qu'ils scandaient des slogans contre « l'OMC qui tue les paysans et l'environnement »

v) L'OMC n'est vraiment pas le lieu pour donner un avis sur les OGM

L'OMC est l'organisme le moins qualifié pour aborder les conflits liés à des questions environnementales. Elle souffre d'un manque total d'expertise environnementale, fait preuve de parti pris en faveur du commerce, manque cruellement de transparence et consulte peu ou pas les autres acteurs impliqués dans le conflit¹¹. Il est essentiel qu'une autre procédure de règlements des conflits soit trouvée pour régler les conflits commerciaux et environnementaux, comme par exemple la Cour de Justice (CJI) ou la Cour Permanente d'Arbitrage (CPA). Sans oublier, bien sûr, que le Protocole de Biosécurité mis en place par l'ONU est un accord international qui aborde la question du commerce des OGM. Malheureusement, les Etats-Unis ont refusé de le ratifier.

⁷ Toepfer International, Edition 2000/01

⁸ Les Etats-Unis tout comme l'Union Européenne demandent aux secteurs industriels de leur notifier les barrières au commerce qui doivent, par des négociations bilatérales ou par le règlement du conflit, être harmonisées ou éliminées.

⁹ Laurence, B. 1999: The top banana, The Observer, 7 Mars 1999, UK, Chambron, A 1999: « Les bananes: l'or vert des multinationales ». Dans Faim de pouvoir, UK Food Groups, London UK.

¹⁰ A propos de la tentative de l'Association du soja des Etats-Unis de déposer une plainte contre les exigences d'étiquetage et de traçabilité, voir : <http://www.soygrowers.com/policy/priorities05.pdf>,

¹¹ Est-ce que l'OMC est le seul moyen ? http://www.foeeurope.org/publications/2005/alternatives_wto.pdf.